

De lourdes sanctions contre les enseignants absentéistes

L'absentéisme des fonctionnaires est l'une des tares qui porte le plus de mal au bon fonctionnement de l'administration. Dans un conseil des ministres tenu il y a quelques mois, le président de la République en avait appelé à une plus grande vigilance des autorités administratives et avait donné des instructions fermes pour sévir contre les fonctionnaires qui ont pris l'habitude d'abandonner le plus souvent leur travail.

Le département de l'éducation qui compte une bonne partie des employés de la Fonction publique est connu pour le taux élevé d'absentéisme au sein de son personnel. Compte tenu des instructions gouvernementales et de la nouvelle orientation du ministère de l'Education qui vise un réel assainissement, on a décidé de frapper fort en touchant la corde sensible pour amener les enseignants à mieux respecter le temps de travail. Jusque-là les sanctions utilisées n'avaient eu aucun effet sur les enseignants qui au pire étaient suspendus (en cas d'abandon de poste notamment) mais après la levée de suspension qui ne tient le plus souvent qu'à un fil on était vite rétabli dans son droit et on pouvait bénéficier d'un rappel équivalent aux mois d'absence, ce qui fait qu'on ne perdait pas grand chose. La nouvelle mesure tendant à ne plus faire de rappel aux enseignants ayant écopé d'une suspension n'a pas fait long feu car d'une manière ou d'une autre on arrive toujours à se faire établir une lettre de restitution et le tour était joué. C'était donc le statut quo.

Mais depuis le début de l'année, les choses ont pris une nouvelle tournure. Le directeur général de l'enseignement a mis en place un véritable plan de lutte contre les absentéistes. C'est ainsi que tous les directeurs d'écoles (Primaire et Secondaire) ont été sommés de pointer quotidiennement les absences des enseignants qui étaient envoyés chaque fin de semaine au ministère. Cette nouvelle approche intriguait beaucoup les enseignants pour qui il ne s'agissait là que d'aucune énième gesticulation destinée à la consommation de l'opinion publique et qui ne pouvait pas les empêcher de faire l'école buissonnière. C'était mal compter avec la détermination du tout nouveau directeur général

de l'enseignement M. Mohamed El Hafed Ould Tolba qui était décidé à aller jusqu'au bout en frappant très fort.

C'est donc en ce mois de juin où tout le monde s'apprête à aller en vacances que les enseignants pressés d'aller chez eux ont été surpris en récupérant leurs bulletins de paie de constater que leur salaire avait curieusement dégringolé. En effet pour chaque enseignant, les absences comptabilisées ont été imputées sur le salaire, une opération qui contribuera sans nul doute à renforcer les comptes du trésor public. Ces taxes inattendues dépassent parfois les dizaines de mille et certains se sont retrouvés complètement sur le carreau. Ce fut un coup dur pour tous les contrevenants - et ils sont très nombreux - d'autant plus que personne ne s'attendait à cette manière aussi cavalière de mettre les points sur les i.

Toujours est-il qu'il était tout à fait nécessaire d'utiliser de gros moyens pour inciter les enseignants à être plus respectueux de leur horaire. En effet, dans des villes comme Nouakchott où l'enseignant est très sollicité et où il donne généralement la priorité à l'enseignement privé qui lui permet de joindre les deux bouts, rares sont les enseignants qui font correctement leur travail.

Cette situation dangereuse a de graves conséquences et porte un coup dur à l'enseignement public auquel plus personne ne croit.

Donc, pour rétablir cette crédibilité tous les moyens sont bons et il était temps de mettre fin à ce comportement irresponsable pour que notre école reprenne sa place d'antan et redevienne une institution digne de ce nom. Pour ce faire, les enseignants qui détiennent la clé du problème doivent prendre leurs responsabilités. Si chaque enseignant à son niveau faisait correctement son travail et donnait le meilleur de lui-même les choses rentreraient très vite dans l'ordre. Il est vrai que le système ne fait pas grand chose pour les encourager dans ce sens mais un sursaut de patriotisme permettrait à chacun d'apporter sa touche à l'édifice. De ce fait, ils n'auront même pas besoin des bureaucrates budgétivores censés les diriger et ils pourraient avoir la conscience tranquille en pensant qu'ils ont contribué à la construction nationale. Quoiqu'il en soit, une chose est sûre, en décidant de prendre les